

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

## ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 42	Séance du : 4 avril 2022	Date de publication : 11 avril 2022
--	-----------------------------	--

L'an deux mille vingt-deux, le quatre avril à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 29 mars 2022, s'est réuni à la Communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

#### **PRESENTS :**

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - POUSSIN Julien - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - DEBAISIEUX Jean-François - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - JEANPIERRE Jimmy - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken.

**REPRESENTES :** Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MASQUELIER Frédéric - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise donne procuration à ISEPPI Stéphane - BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - CURTI Fabrice donne procuration à MARCHAND Charles.

**NON REPRESENTES :** REGGIANI Jean-Paul - FRADJ Laurence.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** M. JEANPIERRE.

#### **DOMAINE ET PATRIMOINE**

\*

**NOUVEAU SIEGE D'ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION**

**ADOPTION DE LA PROCEDURE ET CONSTITUTION DU JURY**

\*

**- N° 32 -**

M. MASQUELIER, Président, expose :

La réalisation du nouveau siège de la Communauté d'agglomération, prévue dans le pacte de gouvernance, permettra à la fois de renforcer le sentiment d'appartenance à l'EPCI et de réduire sensiblement les coûts de location et de fonctionnement dûs à l'éclatement actuel des services. C'est notamment le cas en matière de fluides, car l'actuel siège est installé dans un bâtiment de type Pailleron des années 1970, pas isolé et très énergivore. Par ailleurs, il est aussi envisagé d'installer certains services pouvant être mutualisés entre toutes ou plusieurs communes. C'est notamment le cas en matière d'archives mais également d'informatique. Enfin, des plateaux pourront être réservés aux besoins propres des communes.

La construction du bâtiment est prévue sur une parcelle communale de Saint-Raphaël (AN 565), à proximité directe du Palais des Sports, le long de l'avenue Théodore Rivière. Afin de répondre aux besoins de stationnements du projet, une mutualisation et une augmentation de la capacité d'accueil du parking du Palais des Sports sont envisagées.

Dans une démarche d'exemplarité en termes de performances énergétiques et environnementales, soutenue par la Région, il est prévu que le projet s'inscrive dans le cadre d'intervention régional des « bâtiments durables » en respectant un cahier des charges dédié.

Afin de mener à bien l'opération, le recours au marché global de performance semble la solution la plus adaptée. Le titulaire du marché s'engagera de manière globale sur un marché incluant les études de conception, la réalisation des travaux, et l'exploitation-maintenance sur les cinq premières années de l'ouvrage. Le titulaire devra également s'engager sur les consommations énergétiques du bâtiment, et en assurer la maîtrise tout au long du marché.

Pour attribuer le marché public global de performance, Esterel Côte d'Azur Agglomération souhaite utiliser la procédure de dialogue compétitif, au regard des articles R 2124-1 à 5 et L.2124-1 et L.2124-4.

Cette procédure sera portée par un jury désigné par l'acheteur, et cette commission sera composée exclusivement de personnes indépendantes des candidats conformément à l'article R.2171-17 du code de la commande publique.

Au titre des articles R.2171-15 et R.2171-16 du code de la commande publique, le jury est composé de la Présidente de la commission d'appel d'offres, en tant que Présidente du Jury, ainsi que des membres de la commission d'Appel d'offres, et de trois jurés avec une qualification professionnelle équivalente à celle demandée aux candidats.

Les candidats admis à remettre une offre devront réaliser des prestations sur lesquelles se prononce le jury. Ces prestations comportent au moins un avant-projet sommaire pour un ouvrage de bâtiment accompagné de la définition des performances techniques de l'ouvrage, et donneront lieu à une prime de 100 000 € HT par candidat non retenu, sous réserve du respect de préconisations minimales relativement à la qualité de l'offre déposée.

D'autre part, une indemnisation forfaitaire de 350 € HT par demi-journée de présence, exclusive de toute autre dédommagement sera également faite à chacun des trois membres du jury possédant les qualifications exigées auprès des candidats.

Le marché sera attribué au vu de l'avis du jury.

A la suite de cet exposé,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,

**VU** le code de la commande publique 2019, et notamment ses articles L.2124-3 à 5 et R.2171-15 à 16 traitants de la procédure de dialogue compétitif et de la nécessité de constituer un jury pour ce type de marché, ainsi que son article R.2162-22 prévoyant la présence d'un tiers de personnes possédant une qualification particulière professionnelle au sein du jury constitué pour l'opération susvisée

**VU** les négociations intervenues afin de parvenir à un forfait d'indemnisation dans le cadre de leur présence lors des journées de dialogue, forfait fixé à la somme de 350 € HT par demi-journée de présence, exclusive de toute autre dédommagement.

**VU** l'arrêté n°2020/54 en date du 22 décembre 2020 portant délégations de fonctions et de signature à Madame Josiane CHIODI, 13<sup>ème</sup> Vice-Présidente, notamment en matière de marchés publics,

**VU** le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux),

**VU** le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre),

**VU** l'avis de la Commission des assemblées,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de disposer d'un bâtiment permettant un fonctionnement optimal de l'administration communautaire,

**CONSIDÉRANT** l'opportunité de mutualiser certains services entre les communes membres et Estérel Côte d'Azur Agglomération afin de réduire les dépenses énergétiques et les charges courantes,

**CONSIDÉRANT** que le recours au Marché Global de Performance (MGP) apparaît comme la solution la plus efficiente afin de maîtriser les engagements techniques, énergétiques et environnementaux du projet,

le Conseil communautaire est invité à :

**APPROUVER** le recours à un marché public global de performance, pour la réalisation des locaux de l'Agglomération, dans les conditions susvisées,

**DESIGNER** les membres du jury pour cette procédure, de la manière suivante :

- Mme CHIODI, Présidente du Jury

**Membres titulaires :**

- Mme BOUVARD
- M. GRILLET

- Mme ARENAS
- M. LONGO
- Mme LAUVARD
  
- M. GAZQUEZ - Architecte Urbaniste
- M. FAGOT - Architecte
- M. D'AMATO – Gérant de ThermConcept – Ingénierie en Energie Renouvelable

***Membres suppléants :***

- M. BESSERER
- Mme LANCINE
- M. DEBAISIEUX
- M. REGGIANI
- M. BOUDOUBE

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

**LE CONSEIL,**

**APRES** avoir entendu l'exposé de **M. MASQUELIER, Président,**  
**ET A SA DEMANDE,**  
**APRES** en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

---

**FAIT** et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Le Président**

**Frédéric MASQUELIER**